



KPMG SA
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes

Association Ecole Design Nantes Atlantique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022
Ecole Design Nantes Atlantique
61 boulevard de la Prairie au Duc 44200 NANTES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes

Association Ecole Design Nantes Atlantique

61 boulevard de la Prairie au Duc 44200 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'Association Ecole Design Nantes Atlantique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ecole Design Nantes Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 20 juin 2023

KPMG S.A.

Cyprien Schneider

Associé

BILAN ACTIF

	Brut	Amort. prov.	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	564 613	443 761	120 851	124 158
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	91 208		91 208	8 950
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	15 046	3 214	11 832	59 698
Install techniques, matériel et outillage industriels	477 012	221 682	255 329	86 509
Autres immobilisations corporelles	6 371 889	3 594 300	2 777 589	1 038 676
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	142 133		142 133	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	26 345	16 345	10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	267 740		267 740	241 194
Autres immobilisations financières	27 151	18 867	8 283	17 443
Total de l'actif immobilisé	7 983 141	4 298 172	3 684 969	1 586 631

Stocks et en-cours	71		71	5 153
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 369 316	232 450	4 136 866	3 995 432
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	388 632	16 789	371 843	66 465
Valeurs mobilières de placement				
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	6 931 982		6 931 982	5 729 191
Charges constatées d'avance	494 654		494 654	281 254
Total de l'actif circulant	12 184 658	249 239	11 935 419	10 077 498

Frais d'émission des emprunts				
Primes remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				

Total de l'actif	20 167 800	4 547 411	15 620 389	11 664 129
-------------------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------

BILAN PASSIF

	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres sans droit de reprise	127 011	127 011
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserve statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	261 406	232 519
Situation nette (sous-total)	2 771 892	2 510 485
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total des fonds propres	2 771 892	2 510 485
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions pour risques	532 150	627 979
Provisions pour charges	301 205	272 046
Total des provisions pour risques et charges	833 356	900 026
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 414 005	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 302	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 364 130	1 019 417
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 433 639	1 785 969
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 104 034	24 386
Autres dettes	108 045	193 082
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 578 980	5 230 761
Total des emprunts et dettes	12 015 140	8 253 617
Ecart de conversion passif		
Total du passif	15 620 389	11 664 129

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2022	31/12/2021
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	13 951 356	12 429 508
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 045 597	379 898
Versements des fondateurs ou consommations de la donation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, et transferts de charge	465 840	396 810
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	23	10
Total des produits d'exploitation	15 462 817	13 206 228

Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	4 925 601	3 728 316
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	451 075	361 435
Salaires et traitements	5 967 882	5 432 202
Charges sociales	2 332 528	2 109 403
Dotations aux amortissements et dépréciations	760 917	704 693
Dotations aux provisions	242 664	388 386
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	134 345	111 090
Total des charges d'exploitation	14 815 016	12 835 528
Résultat d'exploitation	647 801	370 699

Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 567	4 147
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	45	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	4 612	4 147

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 106	
Différences négatives de change	1 536	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	2 643	

Résultat financier	1 968	4 147
---------------------------	--------------	--------------

Résultat courant avant impôts	649 769	374 846
--------------------------------------	----------------	----------------

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		14 383
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		14 383

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23 750	6 069
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		4
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	362 154	148 995
Total des charges exceptionnelles	385 904	155 069

Résultat exceptionnel	- 385 904	- 140 686
------------------------------	------------------	------------------

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les sociétés	2 458	1 640
Total des produits	15 467 429	13 224 758
Total des charges	15 206 023	12 992 238

Bénéfice ou perte	261 406	232 519
--------------------------	----------------	----------------

Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total des charges des contributions volontaires en nature		

INTRODUCTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2022, dont le total est 15 620 389, 03 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un bénéfice de 261 406,51 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS

Cet exercice clos le 31 décembre 2022 se caractérise par les éléments suivants :

- Déménagement : transfert du siège social sur l'île de Nantes et inauguration des nouveaux locaux, avec regroupement des formations sur le même site.
- Factory : bail de sous-location avec ESILV, du 20 septembre 2022 pour se terminer le 31 juillet 2025, aucune des parties ne pouvant y mettre fin avant l'expiration du délai ainsi convenu.
- Site Web : création d'un nouveau site, plus ergonomique.
- Emprunt : contracté auprès du CIC à hauteur de 1 900k€, pour l'aménagement des nouveaux locaux.
- Master : suite reconnaissance de l'État en tant que EESPIG (établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général), obtention d'une subvention de 715 k€. Création d'une Chaire « anticip 2040 » au sein du labo Care. Développement des Thèses.
- International signatures de nouvelles conventions à l'international
 - ZU signée pour Montréal
 - NACAA avec la Chine.
- Formation : Evolution de la formation en Dnmade : 1ère et 2ème année dispensées en initiale et 3^{ème} en apprentissage. Création du Dnmade Mode.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code du commerce et de plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999. Depuis le 01/01/2020, application du règlement n°2018-06 venant modifier le règlement ANC n°2014-03 applicable à toutes les entités à but non lucratif.

Les comptes effets à recevoir et effets à payer sont englobés respectivement dans les comptes clients et fournisseurs.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et les méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Changement de méthodes

Néant

Informations générales complémentaires

1. Droits d'inscription

Ceux-ci sont acquis à l'Ecole. Ils couvrent les frais de traitement des recrutements des apprentis et des élèves pour la rentrée de septembre. Ces frais sont rattachés en totalité à l'exercice comptable civil de leur réalisation.

2. Taxe d'apprentissage

La collecte est rattachée à l'exercice comptable civil de leur perception.

3. Frais de scolarité (compte 706100)

Le montant des frais de scolarité est réparti sur 10 mois de septembre N à juin N+1.

Le pourcentage affecté aux frais de scolarité est de 48 % sur l'exercice N, calculé ainsi:

. 40% de septembre à décembre N

. et 8% correspondant aux mois de juillet et août N+1 qui sont ramenés à la période de septembre à décembre N ($2/10 \text{ mois} \times 4 \text{ mois de septembre à décembre N}$).

4. Frais de formation Apprentissage (compte 706110)

Pour la facturation des opco, le montant de formation Apprentissage est basé sur le NPEC annuel publié par France Compétences suite aux négociations des branches professionnelles, et réparti sur 12 mois de septembre N à août N+1. Le pourcentage affecté sur l'exercice N aux frais de formation Apprentissage est de $4/12^{\text{ème}}$ du NPEC, de septembre à décembre N, en rapprochant cette valeur du 1^{er} acompte facturé à hauteur de 40% du NPEC pour les 6 premiers mois du contrat, après réception de l'accord de prise en charge.

Pour la facturation du reste à charge à l'employeur défini via une convention bipartite, une facture annuelle est émise sur 12 mois de septembre N à août N+1. Le pourcentage affecté aux frais de formation Apprentissage est de $4/12^{\text{ème}}$ sur l'exercice N, de septembre à décembre N

5. Valeurs immobilisées

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire.

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des amortissements

Catégorie	Mode	Durée
Installations, agencements, constructions	Linéaire	3 à 10 ans
Mise à disposition par CCI	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif et Linéaire	2 à 5 ans
Matériel Audiovisuel	Dégressif et Linéaire	5 ans
Mobilier et autres immos corpo.	Linéaire	5 ans
Autres immos incorporelles	Linéaire	3 ans

6. Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Les titres figurant au bilan pour 10 000€ sont ceux de la société de conseil en Design Industriel de Qindgao Shangai, filiale de l'Ecole de Design.

Cette société de conseil en Chine a été créée en mars 2009. La structure juridique de la filiale en Chine est une WFOE, c'est-à-dire une société à capitaux 100% étrangers.

La WFOE créée est une société à capital de 10 000€ détenue à 100% par l'Ecole de Design.

Ces titres de participation sont à 100% dépréciés à la clôture de l'exercice. Cette société est aujourd'hui inactive.

Les titres figurant au bilan pour 6 345,62 € sont ceux de la WFOE, « Design for creative innovation ». De même, nous n'attendons pas de valorisation de cette antenne conformément à notre statut d'association à but non lucratif, et avons provisionné les titres de participation de cette filiale.

7. Stock et en-cours

Néant.

8. Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice. Les pertes latentes résultant de cette conversion ont entraîné la constitution d'une provision pour perte de change.

Au titre de cette règle, les créances suivantes ont notamment été dépréciées :

- l'avance de trésorerie faite à la filiale chinoise de Qindgao Shangai, en 2010, est de 16 789,32 €. Le montant total a été déprécié.
- les provisions pour dépréciation des créances douteuses s'élèvent à 232 450,02 € au 31/12/2022.

9. Subventions conclues avec la Région au titre de l'activité apprentissage du CFA

L'établissement a perçu trois subventions de la part de la région au titre des effets de la réforme de l'apprentissage, couvrant tout ou partie des exercices 2021 à 2023.

Au 31/12/2022, les conditions d'exercice de l'activité (regain d'intérêt pour l'apprentissage, maintien des financements antérieurs à la réforme) ont permis de ne pas y recourir pour partie, conduisant au constat d'une subvention perçue d'avance de 615 K€.

10. Traitement comptable des modulations enseignants

En l'absence de cadre explicite dans la convention collective quant au différentiel entre rémunération lissée versée et temps de travail effectif en cas de départ en cours d'année scolaire d'un enseignant et de certitude quant à la perception d'un produit en tel cas, nous n'enregistrons pas de Charges Constatées d'Avance à ce titre.

11. Valeurs mobilières de placement

Les titres sont comptabilisés au prix d'achat. Les dépréciations apparaissant éventuellement sur certains titres ont été constatées sous forme de provision.

12. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

13. Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du cours du change à la date de réalisations de leurs opérations.

14. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants (membres du Bureau) s'est élevé à 0 €, étant tous bénévoles.

Effectif moyen

L'Ecole de Design emploie, au 31 décembre 2022, 299 salariés.

L'effectif ETP est de 161 personnes au 31/12/2022.

Le directeur de l'établissement est détaché de la CCI et fait l'objet d'une refacturation mensuelle, sans TVA depuis le 01/12/2016.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'indemnité de départ en retraite a été calculée en fonction notamment de :

- la législation sociale
- l'âge des salariés
- leur ancienneté dans l'entreprise
- leur rémunération actuelle.

Ce chiffre a été pondéré d'un coefficient pour tenir compte de la probabilité que chaque salarié soit encore présent dans l'entreprise à l'âge théorique de départ en retraite (65 ans).

La variation des droits acquis a été constatée en dotations ou reprises pour risques et charges (681500-781500) par un compte de provisions pour charges de pensions et retraites (153000).

La provision au 31/12/2022 s'élève à 301 205,86 €.

IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles	31/12/2021	Augmentations		Diminutions		31/12/2022	réévaluation
	Immo. au début de l'exercice	Réévaluation. pratiquée dans l'exercice	Acquisitions, créations viremts de poste à poste	par virements de poste à poste	par cessions à des tiers	Valeur brute immo. à fin exercice	Réévaluation légale
Frais d'établist. développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes	517 563		144 380		6 122	655 821	

Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
dont composants							
- sur sol d'autrui							
dont composants							
Insts gales, agenct. et aménagt. const	899 232				884 186	15 046	
dont composants							
Insts tech., matériel et outillage indus	284 760		226 950		34 698	477 012	
dont composants							
Autres immobilisations corporelles:							
- instal. gén, agenc, aménagts divers	1 532 853		49 173		102 944	1 479 082	
- matériel de transport							
- matériel de bureau et info, mobilier	2 784 129		2 506 629		551 941	4 738 817	
- emballages récupérables et divers	27 435		134 756		8 202	153 989	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes			142 133			142 133	
Biens recus en legs ou donations destinés à être cédés							
Total immobilisations corporelles	5 528 410		3 059 643		1 581 972	7 006 082	

Immobilisations financières							
Participations évaluées	26 345					26 345	
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immo. financières	277 505		36 428		19 042	294 892	
Total immobilisations financières	303 851		36 428		19 042	321 237	

Total général	6 349 825		3 240 452		1 607 137	7 983 141	
----------------------	------------------	--	------------------	--	------------------	------------------	--

AMORTISSEMENTS

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques			
	Amortissements début exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions	Amortissements fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles	384 454	65 429	6 122	443 761
Terrains				
Constructions :				
- sur sol propre				
- sur sol d'autrui				
inst. gales, agencts aménagts des constructions	839 533	47 866	884 186	3 214
Installations techniques, matériel et outillage industriels	198 251	58 129	34 698	221 682
Autres immobilisations corporelles :				
- inst. gales, agencements, aménagts divers	975 133	183 168	102 944	1 055 358
- matériel de transport				
- matériel de bureau et informatique, mobilier	2 304 389	761 955	551 941	2 514 403
- emballages récupérables et divers	26 218	6 522	8 202	24 538
Total	4 343 526	1 057 642	1 581 972	3 819 196
Total général	4 727 981	1 123 072	1 588 094	4 262 958

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets des amortissements fin exercice
	Différentiel de durée, autres Colonne 1	Mode dégressif Colonne 2	Amortissement fiscal except. Colonne 3	Différentiel de durée, autres Colonne 4	Mode dégressif Colonne 5	Amortissement fiscal except. Colonne 6	
Frais d'établissement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres immo. incorporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
- sur sol d'autrui							
Inst. géné., agencts, aménag.							
Inst. techniques, mat. et outil.							
Autres immobilisations corporelles:							
- inst. générales.,agenc.,aménag. div.							
- matériel de transport							
- mat. bureau, informatique, mobilier.							
- emballages récupérables, divers							
Total							
Frais acquisitions titres participation							
Total général							
Total général non ventilé		Total général non ventilé			Total général non ventilé		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions	Montant début d'exercice	Augmentations: dotations exercices	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- dont majoration exceptionnelle de 30%				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total provisions réglementées				

Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	272 046	29 159		301 205
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	627 979	101 070	196 900	532 150
Total provisions risques et charges	900 026	130 229	196 900	833 356

Provisions pour dépréciation:				
- sur immobilisations incorporelles				
- sur immobilisations corporelles				
- sur immo. des titres mis en équivalence				
- sur immo. des titres de participation				
- sur autres immobilisations financières	35 213			35 213
- sur stocks et en cours				
- sur comptes usager	242 779	112 434	122 763	232 450
Autres provisions pour dépréciation	16 789			16 789
Total provisions pour dépréciation	294 782	112 434	122 763	284 452

Total général	1 194 808	242 664	319 663	1 117 809
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		242 664	319 663	
- financières				
- exceptionnelles		362 154		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice	
---	--

ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DES DETTES

A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	267 740		267 740
Autres immobilisations financières	27 151		27 151
Créances clients et usagers douteux et litigieux	232 422		232 422
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 136 894	4 136 894	
Créances reçues sur legs et donations			
Créance représentative de titres prêtés			
- provision pour dépréciation ant. constituée			
Personnel et comptes rattachés	6 508	6 508	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 460	12 460	
- Impôts sur les bénéfices			
Etat et autres	808	808	
collectivités publ.			
- TVA			
- Autres impôts, taxes vers. assimilés			
- Divers	29 208	29 208	
Groupes et associés	16 789	16 789	
Débiteurs divers (dont créances relatives opérations pension de titres)	322 857	322 857	
Charges constatées d'avance	494 654	494 654	
Total général	5 547 496	5 020 182	527 314
Montant des - prêts accordés en cours d'exercice	36 428		
- remboursements obtenus en cours d'exercice	19 042		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes	1 414 005	394 996	1 019 008	
auprès ébts crédit				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 364 130	1 364 130		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	359 810	359 810		
Sécurité sociale et organismes sociaux	638 381	638 381		
- Impôts sur les bénéfices	2 458	2 458		
Etat et autres	8 750	8 750		
collectivités				
- Obligations cautionnées				
publiques	1 424 239	1 424 239		
- Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 104 034	1 104 034		
Groupe et associés				
Autres dettes	108 045	108 045		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 578 980	5 578 980		
Total général	12 002 837	10 983 828	1 019 008	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 676 920			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	262 914			
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés pers. physiques				

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan:

(En euros)	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Emprunts et dettes financières	773 338	514 994
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés (408100)	773 338	514 994
Dettes fiscales et sociales	1 908 986	1 286 379
Personnel et comptes rattachés (428200+428600+428601)	354 096	300 920
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (438200+438600+438610+438611+438612)	175 901	172 433
Etat et autres collectivités publiques (441900+44587)	1 378 990	813 025
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes (419800)	12 303	0
TOTAL DES CHARGES A PAYER	2 694 627	1 801 372

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

(En euros)	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés (418100)	44 463	154 368
AUTRES CREANCES	196 573	36 042
Fournisseurs - avoirs à recevoir (409800)	3554	580
Personnel et comptes rattachés - produits à recevoir		
Organismes sociaux - produits à recevoir (438700)	9244	2325
Etat - produits à recevoir (441700+445860)	29425	23810
Associés - intérêts courus		
Divers - produits à recevoir (468700)	154350	9327
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités -intérêts courus (518700)		
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	241 036	190 410

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	Montant au	Montant au
(En euros)	31/12/2022	31/12/2021
Charges d'exploitation	494 655	281 254
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	494 655	281 254

Les charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

(En euros)	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Produits d'exploitation	5 578 981	5 230 761
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	5 578 981	5 230 761

Les produits constatés d'avance enregistrent les produits comptabilisés pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur

FONDS PROPRES

Variation des fonds propres

	A	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A
(En euros)	l'ouverture				la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	127 011				127 011
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	639 939				639 939
Report à nouveau	1 511 017	232 519			1 743 536
Résultat de l'exercice	232 519	-232 519	261 407		261 407
SITUATION NETTE	2 510 487	0	261 407	0	2 771 893
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	2 510 487	0	261 407	0	2 771 893